

ETUDIANTES LUTTONS !

TOUTES ET TOUS DANS LA RUE LE 8 MARS !



Depuis le début de la crise, les femmes sont les principales victimes des plans d'austérité, avec la destruction des services publics, la massification de la précarité et du sous-emploi (elles représentent déjà 80% des temps partiels imposés et cela s'aggrave). Pourtant, ces licenciements sont occultés par les médias !

Les facs en faillite se multiplient. Sous la pression du gouvernement, elles exécutent des coupes sombres dans leurs budgets d'enseignements, supprimant des postes et fermant des filières, principalement les « moins rentables », qui se trouvent être les plus féminisées - précisément parce qu'elles sont écartées des filières les mieux considérées socialement. Ces filières féminisées mènent aux emplois de la fonction publique, qui ont largement diminué suite aux politiques d'austérité.

Le chômage et la précarité frappent donc les femmes particulièrement. L'écart de revenu avec les hommes participe à une contrainte économique qui pèse sur elles pour leurs imposer de rejoindre une famille hétéropatriarcale (dominée par un père ou compagnon) et aggrave leur dépendance économique envers ces derniers. Celles d'entre-elles qui se trouvent dans d'autres situations (célibataires, familles monoparentales, lesbiennes) subissent non seulement cette inégalité économique mais aussi une condamnation morale de la société dans son ensemble.

Pourtant la famille est le cadre principal d'exploitation du travail domestique et des violences psychologiques, physiques et sexuelles exercées à l'encontre des femmes. Aujourd'hui, une femme meurt tous les 2 jours et demi sous les coups de son compagnon. Les services publics censés garantir l'accès à nos droits (santé, éducation, petite enfance,...) sont démantelés : réduction de l'accès aux soins, fermetures de centres IVG, de crèche, de classes, de foyers d'accueil...

À la fac, il en va de même : les services de médecine préventive ne permettent pas une véritable prise en charge des besoins sur les campus (contraceptions, parcours IVG, consultations,...) La fac est aussi un lieu de domination masculine où nous subissons des violences verbales et physiques sur nos sexualités, nos apparences...

Ces mécanismes d'oppression et d'exploitation à leur égard sont actuellement renforcés par la montée des valeurs d'extrême-droite : il nous faut donc rester vigilantes et lutter sur plusieurs fronts !

Sur nos facs, nos lycées, nos lieux de travail, organisons-nous pour notre propre émancipation !

MANIFESTATION le 8 MARS 18h30 NATION

Les filles représentent :

- 55% des étudiant-e-s
- plus de la moitié des effectifs de BTS
- 75% des effectifs en langues mais seulement 30% dans les sciences fondamentales
- 55,6% des diplômé-e-s de Master, mais 41,8% des diplômé-e-s de Doctorat.
- 1h27 par jour en moyenne sur les tâches domestiques (50 minutes chez les lycéens et étudiants).

Nous exigeons :

- la défense des services publics
- le développement des foyers d'accueil pour les victimes de violence conjugales et familiales
- le droit à l'autonomie des femmes par l'augmentation des aides financières en nombre et en niveau pour répondre à toutes les demandes.
- le droit à disposer de son corps et de sa sexualité : les services de médecine préventive doivent assurer l'accès libre et gratuit à des consultations gynécologiques, aux contraceptions et protections (hétéro mais aussi lesbiennes), à la pilule du lendemain, à l'IVG
- une vraie loi cadre contre les violences faites aux femmes, l'accès au Fonds national d'aide d'urgence pour les cas de violences familiales et conjugales, et à des psychologues, sur toutes les facs
- des cellules de veille contre le harcèlement sexuel dans toutes les universités
- l'implantation de crèches universitaires sur les campus
- le refus de toute forme d'orientation sélective, qui aggraverait l'orientation forcée des filles
- une véritable lutte contre la lesbophobie et la biphobie.

